LE FIGARO

23 juillet 2009

La marche en avant du Maroc de Mohammed VI

Jean-Yves de Cara

Frédéric Rouvillois

Charles Saint-Prot *

Proclamé roi du Maroc après le décès de son père, Hassan II, le 23 juillet 1999, Mohammed VI a d'emblée placé son règne sous le signe de la poursuite du changement. Plus que jamais la monarchie a donc réaffirmé le principe que le progrès est continuité.

En même temps, le jeune souverain a su imposer son style. Son projet, global, est de poursuivre la modernisation dans le respect de la tradition. Conforter l'unité nationale de Tanger à Lagouira sur l'ensemble des 711 000 kilomètres carrés du pays, proposer un plan de sortie de crise pour mettre un terme au conflit avec l'Algérie à propos de la province du Sahara, renforcer l'État de droit, asseoir l'identité culturelle tout en la rénovant, contribuer à l'évolution organique des mentalités et stimuler l'effort d'adaptation dans le champ religieux, faire progresser l'économie en même temps qu'une action déterminée sur le plan social. Tous ces objectifs se ramènent à un seul : favoriser un développement politique, social et économique à la fois harmonieux, durable et partagé.

Du coup, le Maroc est *en marche* – avec tout ce que cela implique d'effort, conscient, organisé, et dirigé dans un but déterminé.

Certes, il ne manquera pas de mauvais coucheurs pour ne montrer que le verre à moitié vide, seriner les vielles antiennes contre cette monarchie nationale qui a fait le Maroc et occulter les évolutions concrètes intervenues dans tous les domaines depuis dix ans. Pourtant ces évolutions sautent aux yeux : les progrès de l'alphabétisation, le renforcement des infrastructures (électrification, autoroutes, ports, barrages), l'amélioration sensible du statut des femmes grâce au nouveau code la famille (la *Moudawana*), le recul de la pauvreté et l'éradication d'une grande partie des bidonvilles, les programmes sociaux de l'Initiative nationale pour le développement (INDH), la réforme du champ religieux pour réaffirmer les grands principes de l'Islam du juste milieu de façon à désarmer la propagande des groupes extrémistes déviants et à démontrer que tradition et modernisation sont compatibles, un taux de croissance de près de 6%, l'octroi d'un statut avancé d'association avec l'Union européenne… Voici donc des résultats obtenus au prix d'efforts constants.

A l'image des grands travaux de Tanger Med, de l'aménagement de la vallée du Bouregreg à Rabat-Salé, du plan *Azur* visant à permettre d'attirer 10 millions de touristes par an, ou de la mise en valeur des provinces du Sud, le Maroc a ouvert sur tous les fronts des chantiers qui devraient lui permettre de réussir le pari du développement durable.

Sous l'impulsion énergique du roi Mohammed VI, tout entier voué à une mission qu'il considère comme un véritable sacerdoce, le Maroc entend répondre aux grands défis, présents et futurs, d'un nouveau siècle qui ne s'annonce guère plus tranquille que ses prédécesseurs. Face aux agitations du monde moderne, aux défis de la mondialisation et aux crises du système économique, le Royaume chérifien tient fermement le cap dans la bonne direction. C'est un pays crédible, rassurant pour les investisseurs, respecté sur la scène internationale.

On ne peut que s'en réjouir. En effet, la marche en avant du Maroc intéresse très directement toute la zone euro-méditerranéenne. Ce n'est pas un hasard si c'est au Maroc que le président de la République Nicolas Sarkozy a lancé le nécessaire projet d'Union pour la Méditerranée en octobre 2007. Certes, cela s'explique par l'ancienne et solide amitié entre les deux vieilles nations mais également par le fait que le Maroc est exemplaire à des biens des égards. Pays qui combine à la fois le souci de préserver sa belle et ancienne civilisation arabo-musulmane et de se moderniser : nation où les notions de tolérance et de respect des autres ont leur pleine signification ; Etat sage et fidèle à ses amitiés, le Maroc paraît à même de renforcer son rôle central pour la stabilité au sud de la Méditerranée et pour la nécessaire progression du dialogue entre les deux rives.

* ***Jean-Yves de Cara et Frédéric Rouvillois sont professeurs à la Faculté de droit de l'Université Paris Descartes. Charles Saint-Prot est directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques. Les auteurs ont dirigé la publication de l'ouvrage*** **Le Maroc en marche. Le développement politique social et économique du Maroc (CNRS éditions)**